

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Unité – Dignité – Travail



**6^{ième} réunion du Groupe Internationale de Contact sur la crise en
République centrafricaine**

**Discours de Son Excellence
Madame Catherine SAMBA-PANZA
Chef de l'Etat de la Transition**

Bangui le 11 novembre 2014

- Monsieur le Président du Conseil National de Transition,
- Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement de Transition,
- Monsieur le Président de la Cour Constitutionnelle de Transition,
- Monsieur le Président du Haut Conseil de la Communication,
- Monsieur le Président de l'Autorité Nationale des Elections,
- Monsieur le Commissaire a la Paix et a la Sécurité de l'Union Africaine,
- Monsieur le Secrétaire General de la Communauté Economique des États de l'Afrique Centrale,
- Monsieur le Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies,
- Monsieur le Représentant Spécial de la Présidente de la Commission de l'Union Africaine,
- Mesdames et Messieurs les membres du Gouvernement de Transition,
- Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères de la République du Congo, Représentant du Médiateur International dans la crise Centrafricaine,
- Mesdames et Messieurs les Chefs de Délégation et Représentants des Institutions Internationales,
- Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et Chefs de Mission diplomatiques et Postes Consulaires,
- Distinguées Personnalités,
- Mesdames et Messieurs,

Même si le format de cette réunion du Groupe International de Contact sur la République Centrafricaine n'ouvrait pas toute la place au Chef de l'Etat de la Transition que je suis, je me devais, en fille et mère de Centrafrique, conformément à nos traditions séculaires d'accueil et de reconnaissance, d'aménager mon emploi du temps, pour venir ici, vous souhaiter la bienvenue et partager avec vous les efforts fournis ensemble pour conduire cette transition qui nous mobilise tous à chaque instant.

Ainsi, je voudrais tout d'abord, au nom du peuple Centrafricain et au mien propre, souhaiter toute la fraternelle et chaleureuse bienvenue en terre centrafricaine, aux éminentes personnalités qui ont bien voulu effectuer le déplacement de Bangui.

Je voudrais leur adresser par ailleurs mes sincères remerciements d'avoir choisi notre capitale Bangui pour abriter cette réunion, Bangui naguère appelée Bangui la Coquette mais qui a perdu de sa superbe depuis deux décennies au moins et qui est régulièrement soumise à des soubresauts de violences risquant à chaque fois de balayer d'un revers de la main et réduire à néant les importants efforts consentis par la Communauté Internationale à nos côtés pour le retour de la paix dans notre pays.

Distingués Personnalités,

Mesdames, Messieurs,

Votre présence ici démontre encore, s'il en était besoin, la solidarité envers le peuple Centrafricain en situation de crise et surtout l'engagement ferme et soutenu de la Communauté Internationale à accompagner les Autorités de la Transition dans leur œuvre difficile mais exaltante de réussir le pari de la sortie de crise.

Soyez donc assurés que le peuple Centrafricain sait apprécier à sa juste valeur cet élan de fraternité africaine et internationale qui ne nous a jamais fait défaut tout au long des crises à répétition qui ont secoué notre pays, et vous gratifie en conséquence de toute sa reconnaissance pour votre présence et accompagnement constant.

Il convient de rappeler et de témoigner notre reconnaissance particulière à l'égard de la CEEAC et de l'Union Africaine qui, à travers la MICOPAX et la MISCA, ont volé au secours des populations Centrafricaines dans les premiers moments difficiles et qui ont contribué de manière significative à la décrispation de la situation sécuritaire grave à laquelle faisaient face les autorités Centrafricaines.

L'action de la MISCA a laissé des acquis remarquables qui sont aujourd'hui consolidés les actions tout aussi appréciables menées par la Sangaris, l'Eufor Centrafrique et la MINUSCA.

Dans le cadre des missions de ces Forces Internationales, de braves fils d'Afrique, d'Europe et d'Asie venus nous porter secours ont payé de leur vie pour la paix.

Le peuple Centrafricain n'oubliera jamais ces sacrifices pour la sécurité et la paix de leur pays.

Au-delà de l'apport militaire, la CEEAC s'est investie pleinement dans le processus de réconciliation nationale à travers l'œuvre hautement fraternelle du Président Denis SASSOU NGUESSO de la République du Congo, Médiateur International dans la crise Centrafricaine et co-président du Groupe International de Contact sur la RCA à qui le peuple Centrafricain restera toujours profondément reconnaissant.

La réunion d'aujourd'hui répond à une périodicité que le Groupe International de Contact et les Autorités Centrafricaines ont convenu conjointement pour évaluer et apprécier le chemin parcouru vers la paix et la sécurité, la sortie de l'urgence humanitaire, la restauration de l'autorité de l'Etat, la tenue du dialogue politique et l'organisation des élections et cela, conformément à la feuille de route de la Transition.

Distingués Personnalités,

Mesdames, Messieurs,

Depuis la tenue de la 5^{ème} réunion du Groupe International de Contact le 07 juillet 2014 à Addis Abeba au siège de l'Union Africaine, le paysage politico sécuritaire de la République Centrafricaine a connu une certaine évolution. Ainsi, les recommandations relatives à la poursuite du processus global de paix ont connu un début de réalisation avec les pourparlers inter Centrafricains de Brazzaville sous l'égide de la Médiation Internationale qui ont débouché sur la signature de l'accord de cessation des hostilités. La signature de cet accord par tous les acteurs de la crise et notamment par les mouvements politico-militaires belligérants avait représenté l'espoir de tout un peuple de revenir à une vie normale en termes de réconciliation, de vivre ensemble harmonieux, de développement durable, à travers la relance de l'économie en vue de l'éradication de la pauvreté qui est un déterminant de la crise.

Saisissant au bond cette opportunité sinon cet engouement pour une paix arrachée de manière consensuelle et volontariste en terre Congolaise, au retour de Brazzaville, les Autorités de la Transition se sont tout de suite investies dans la création des conditions pour une application effective de cet accord et la poursuite du processus

sur les autres étapes arrêtées lors du forum à Brazzaville. Les actions suivantes ont été posées dans ce sens :

- Transformation du comité préparatoire du forum de Brazzaville en comité de pilotage présidé par le Premier Ministre, Chef du Gouvernement,
- Mise en place de la Commission de Suivi de l'accord sous la présidence de la Communauté Internationale,
- Elaboration du plan d'action du comité de pilotage et recherche des financements pour la vulgarisation de l'accord et la préparation des consultations populaires dans les 16 préfectures de la République Centrafricaine,
- Recadrage du gouvernement de Transition dans le sens de plus d'inclusion,
- Participation à l'assemblée générale des Nations Unies à New York et notamment à la réunion de haut niveau sur la R.C.A qui m'ont permis de faire des plaidoyers sur les défis auxquels mon pays est confronté et d'exposer aux partenaires internationaux notre vision et notre programme de sortie de crise contenus dans le Programme d'Urgence et de Relèvement Durable,
- Elaboration d'un chronogramme précis de mise en œuvre des actions prioritaires de préparation du dialogue et de lancement des opérations électorales,
- Lancement de la campagne de sensibilisation autour de l'accord de cessation.

La reprise inattendue des violences en début octobre et la violation de l'accord de cessation des hostilités par certains

signataires sont venus annihiler tous les efforts consentis. La conséquence immédiate a été l'aggravation de la situation humanitaire qui pourtant commençait à s'améliorer et qui a vu le déplacement d'au moins 3.000 personnes dans les camps de fortune. L'insécurité est revenue sur les corridors commerciaux. Nous avons encore frôlé une autre catastrophe qui a été évitée de justesse grâce à diverses interventions dont celles des Forces Internationales déployées en Centrafrique et de la Médiation Internationale à qui je témoigne encore ici toute ma gratitude.

La venue à Bangui le 18 octobre du représentant du Médiateur International dans la crise centrafricaine en la personne de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères de la République du Congo, accompagné dans cette mission d'urgence des Vices Médiateurs des Nations Unies et de l'Union Africaine a contribué à raffermir le retour progressif à l'apaisement, porté par toutes les forces vives de la nation, qui ont tous dit non à la violence, non à l'autodestruction, non à la manipulation et non à une troisième transition.

Il n'en demeure pas moins que cet épisode malheureux a soulevé et soulève encore le problème crucial de la fragilité de la Transition actuelle ainsi que celui des modalités d'une meilleure implication des Forces Internationales dans le processus de protection des populations civiles et des Institutions de la Transition en vue d'une paix consolidée étape par étape.

Il y a certes la responsabilité première des Autorités de la Transition dans la restauration de la paix mais il y a aussi les résolutions des Nations Unies. Pour ce qui nous concerne, nous n'avons ménagé aucun effort, malgré les contraintes auxquelles nous sommes soumis sur tous les fronts, pour apporter les

réponses que nos populations attendent de nous sur les défis sécuritaire, humanitaire et social.

Distingués Personnalités,

Mesdames, Messieurs,

Sur le plan sécuritaire, je voudrais encore une fois saluer le déploiement de la Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) qui a constitué une réponse forte de la Communauté Internationale à la crise Centrafricaine.

Je tiens à remercier tous les Etats qui ont mis à la disposition de cette Mission leurs contingents ainsi que leurs contributions matérielles et/ou financières. Nous fondons beaucoup d'espoir sur le déploiement de cette Mission qui devrait contribuer de manière effective à la sécurisation du pays et au développement durable.

Cependant, les récents événements survenus dans la capitale ont démontré que les populations ne cessent de réclamer la présence des FACA qui, pour beaucoup, ont une parfaite maîtrise du terrain. En concertation avec l'Etat Major, nous avons décidé de rendre plus visibles les FACA , en soutien à nos forces de sécurité intérieure.

J'ai donc émis le vœu de mettre en place, avec le concours effectif des forces internationales, une brigade d'intervention rapide constituée des éléments de l'armée Centrafricaine sélectionnés sur des critères d'équilibre régional, de professionnalisme et d'éthique afin d'appuyer l'action de ces forces internationales sur le terrain et d'endiguer le phénomène de grand banditisme et de guérilla

urbaine qu'on observe désormais dans la ville de Bangui. Cette brigade devrait avoir pour mission de :

- Reprendre le contrôle de tous les postes de garde statique qu'occupaient les FACA et qui sont aujourd'hui administrés par les bandes armées ou simplement abandonnés,
- D'appuyer le centre de commandement opérationnel conjoint de la police et de la gendarmerie par la mise en alerte d'une compagnie au camp Kassai,
- De participer aux côtés des forces internationales à la sécurisation du processus électoral.

Par le biais de cette brigade, notre objectif est d'arriver, à terme, à former le noyau à partir duquel la restructuration de la nouvelle armée républicaine pourrait être envisagée sérieusement.

Loin de nous donc l'idée de création d'une milice armée comme cela a pu être interprété à tort. En complément, l'appui à la mise en œuvre des programmes de désarmement, démobilisation, réinsertion et rapatriement (DDRR) et de réforme du secteur de la sécurité (RSS) permettra de parvenir efficacement à une restructuration et une refondation des Forces Armées Centrafricaines.

Au plan humanitaire, les populations les plus vulnérables sont aujourd'hui celles qui n'ont plus rien et qui attendent davantage que l'assistance alimentaire. C'est pour cela que lors de mon séjour aux Etats Unis, partout où j'ai été, j'ai insisté pour qu'on sorte de l'assistance alimentaire pour donner la priorité à l'aide au retour qui consisterait en la donation de kit de dignité où de réinstallation.

Au plan social, tout est mis en œuvre pour éviter qu'une crise sociale vienne se juxtaposer à la crise politico-militaire. Là aussi, nous ne témoignerons jamais assez notre profonde gratitude à la Communauté Internationale qui a compris la précarité de nos ressources propres pour prendre en charge les dépenses de souveraineté que sont les salaires des fonctionnaires civils.

Il n'en demeure pas moins que des sujets de grande préoccupation subsistent encore sur le front social. Il y a notamment la situation déplorable des hôpitaux et des écoles dont les infrastructures de base ont été détruites. A la veille de la rentrée scolaire et universitaire, le gouvernement se mobilise pour que l'avenir de la jeunesse de ce pays ne soit pas hypothéqué à cause d'une paralysie des activités pédagogiques. Mon souhait le plus ardent est que cette préoccupation soit aussi prise en compte par les partenaires de mon pays ici réunis qui examineront le concours global à nous apporter.

Les difficultés auxquelles nous sommes confrontés dans la gestion de cette Transition sont donc toujours immenses. Mais malgré les contingences de cette mission, ma volonté de tirer mon pays de la crise reste inébranlable. Je suis résolue à y arriver avec la contribution de tous mes compatriotes que j'appelle à l'unité et au rassemblement autour de la reconstruction de notre pays. N'étant pas partie prenante aux élections qui seront organisées à la fin de cette Transition, je considère en effet mon passage à la tête de l'Etat comme une chance unique de poser les bases solides d'un développement durable du pays sur tous les plans.

C'est pour administrer la preuve de ma bonne foi et de ma détermination à respecter mon engagement initial que j'ai souhaité que le calendrier des opérations électorales soit revu et rendu

public pour que les forces vives de la Nation s'entendent là-dessus. Mieux, dès que cela a été possible, la contribution de l'Etat à l'organisation de ces élections a été mise à la disposition de l'Autorité Nationale des Elections. De ce côté donc, il est manifeste que nous avons déjà fait notre part et la balle est maintenant dans le camp de la Communauté Internationale.

En prélude aux élections, il y a l'organisation du dialogue politique de réconciliation nationale. A cause du retard accusé en août et en septembre, j'ai lancé, dans mon discours à la Nation du 22 octobre dernier devant le Conseil National de Transition, l'idée d'un changement dans les étapes retenues à l'issue du forum de Brazzaville de telle sorte qu'on aille directement à l'étape du forum de Bangui. Cette idée a suscité beaucoup de réactions dans la population et au sein de la classe politique qui ne comprennent pas qu'on mette entre parenthèses les consultations populaires qui étaient la voie royale de la réconciliation véritable et, partant, de la restauration de la cohésion sociale.

Tout en appréciant à leur justesse ces réactions, je demeure persuadée de la nécessité d'aller vite au forum de Bangui tout en trouvant une formule telle que les ressentis des communautés à la base ne soient pas escamotés cette fois ci.

Je me suis déjà accordée sur ce point avec nos partenaires extérieurs qui souhaitent que nous ne perdions pas de vue l'intérêt et l'importance d'un retour rapide à la légalité constitutionnelle pour le pays.

C'est pour cela que mon cabinet et le Ministère de la Réconciliation Nationale sont à pied d'œuvre pour recueillir tous les avis pertinents des différentes Institutions de la Transition, des Forces Vives de la Nation mais aussi des amis de la Communauté

Internationale avant la mise en place rapide de l'organe de préparation de ce forum dont je souhaite que les conclusions des travaux soient déposées dans un délai raisonnable et soumises à la validation préalable du gouvernement et de la Médiation internationale. A partir de ce moment, en parfaite entente avec la Médiation internationale, le format du forum, les thématiques à débattre et le calendrier de son déroulement seront publiés et mis en exécution.

Pour répondre par anticipation à des questions récurrentes qui nous sont posées, je tiens à indiquer clairement que ce Forum inter centrafricains sans exclusif ne devra pas être un cadre de calcul politiques et de remise en cause des Institutions de la Transition en cours, déjà réglementée par la Charte Constitutionnelle de la Transition. Ce dialogue national ne sera pas non plus l'occasion de distribuer des primes à l'impunité à travers une amnistie générale en faveur des bourreaux du peuple Centrafricain. Chacun doit être comptable des crimes commis contre ce peuple. La justice fera son travail avec l'appui de la composante judiciaire de la MINUSCA et de la justice internationale pour juger et condamner les auteurs des délits afin de donner aux victimes les raisons de pardonner.

J'appelle donc les partenaires internationaux ici réunis à matérialiser tous les engagements pris depuis Bruxelles pour mettre concrètement à disposition les moyens nécessaires à l'organisation des élections dans les délais fixés par le chronogramme qui sera soumis à votre examen mais aussi au soutien au processus politique de dialogue et de réconciliation en Centrafrique. Aujourd'hui ce sont là les actions phares du gouvernement de Transition et les boussoles de la sortie définitive

de crise que le peuple centrafricain attend avec impatience. Ce peuple a jusque là démontré sa capacité de résilience et je ne doute pas que la communauté internationale à laquelle notre pays appartient aussi ne ménagera aucun effort pour répondre aux multiples attentes de ce peuple et surtout à son espoir d'un lendemain meilleur.

Distingués Personnalités,

Mesdames, Messieurs,

Quant à ce qui concerne les détails de l'état d'évolution de la Feuille de route de la Transition élaborée par la CEEAC, la réalité de la situation sécuritaire, humanitaire et économique, le Premier Ministre, les membres du Gouvernement, le G8 et les partenaires qui nous accompagnent dans notre mission seront à votre disposition pour vous les donner.

Tout en souhaitant plein succès à vos travaux, je déclare ouverte la 6ème réunion du Groupe International de Contact sur la République Centrafricaine.

Je vous remercie.